

Éditorial

Les États-Unis sont-ils une puissance asiatique ? Jamais sans doute depuis la fin de la Seconde guerre mondiale cette question n'a mérité d'être posée de manière aussi insistante. Le pivot américain, terme désignant un engagement stratégique, politique, économique et culturel accru en direction de l'Asie orientale, est sans doute la plus grande transformation en matière de politique étrangère des États-Unis depuis la fin de la Guerre froide. Ce pivot est ambitieux, sans doute adapté à un contexte géopolitique qui ne peut que l'imposer – au point que de nombreuses puissances s'engagent désormais dans la même voie – et il s'expose dans le même temps à un certain nombre d'obstacles, qui peuvent même être à présent considérés comme des écueils. Le 5 janvier 2012, Barack Obama rendait public aux côtés de son Secrétaire à la défense Leon Panetta et le responsable du Joint Chiefs of Staff (chef des armées), le général Martin Dempsey, un document intitulé *Sustaining Global Leadership: Priorities for the 21st Century Defense*, qui indique notamment que les États-Unis « vont nécessairement se rééquilibrer vers la région Asie-Pacifique ». La stratégie du pivot vers l'Asie était, dans son volet stratégique, confirmée, après une campagne présidentielle 2008 placée sous le signe du changement de cap en matière de politique étrangère pour Obama, et des initiatives fortes et symboliques pendant son premier mandat. Deux ans et demi après la présentation de ce document important, le 22 août 2014, le même général Dempsey, cette fois aux côtés du successeur de Panetta (depuis février 2013), Chuck Hagel, annonçait le visage grave la reprise des opérations militaires en Irak, afin de lutter contre l'expansion de l'État islamique. Ce redéploiement au Moyen-Orient peut-il marquer la fin de ce rééquilibrage asiatique dont Obama avait fait l'un des principaux chantiers de sa politique étrangère ? Un article d'Hillary Clinton intitulé « America's Pacific Century » publié en novembre 2011 dans la revue *Foreign Policy* faisait mention des conflits afghan et irakien, notant que « la fin de ces deux guerres est une précondition au rééquilibrage vers l'Asie », et sous-entendait par la même occasion que si la situation en Irak et en Afghanistan venait à se dégrader de manière sérieuse, les États-Unis pourraient être contraints de se désengager du Pacifique. Obama ne dispose par ailleurs que d'une marge de manœuvre politique limitée, que les élections mi-mandat en novembre pourraient même réduire encore plus si les Républicains renforçaient leur présence au Sénat. La crise du vote du budget en octobre 2013 a eu une incidence directe sur le pivot vers l'Asie, le président américain devant annuler en dernière minute sa présence au sommet de l'APEC à Bali. Il y fut remplacé par son Secrétaire d'État John Kerry, effacé aux côtés de Xi Jinping qui profitait de ce sommet pour renforcer les échanges bilatéraux avec ses partenaires en Asie du Sud-est. Kerry le diplomate expérimenté est sans doute l'homme providentiel pour régler les problèmes au Moyen-Orient, mais son intérêt pour l'Asie semble nettement moins marqué que celle qu'il remplaça, Hillary Clinton, qui occupait sur le pivot une place essentielle. Le prochain sommet de l'APEC, en novembre, devrait être marqué par le retour d'Obama, qui avait également boycotté celui de 2012, à Vladivostok. Mais il se déroulera à Pékin, et c'est vers son hôte chinois que les regards seront une fois encore tournés.

Le bilan du pivot est par ailleurs nuancé. Depuis les tournées éclair de Madame Clinton en Asie et les déclarations ambitieuses d'Obama, aux annonces spectaculaires ont succédé des résultats modestes. Washington a réaffirmé son partenariat stratégique avec ses principaux alliés en Asie, le Japon, la Corée

du Sud et l’Australie, mais sans modification majeure des conditions de ce partenariat, si ce n’est avec Tokyo qui a choisi de revoir les contours du très contraignant article 9 de sa Constitution pacifique (et d’influence américaine), pas nécessairement dans l’intérêt de son allié américain d’ailleurs. Des contacts *a priori* solides ont été établis avec Singapour, le Vietnam et les Philippines, mais ils traduisent plus un opportunisme de ces pays rivaux de la Chine qu’un engagement durable. Dans les faits, on constate plus nettement une progression des capacités chinoises, et des ambitions de Pékin revues à la hausse. En clair, si le pivot n’avait pour objectif que d’accompagner la montée en puissance de la Chine, c’est un grand succès. S’il avait vocation à l’endiguer ou la contenir, le bilan est plus que mitigé. Si on étend le pivot à ses autres volets, diplomatie publique et échanges économiques et culturels, on découvre que les résultats ne sont pas meilleurs. Les discussions sur les accords de libre-échange piétinent, la diplomatie se heurte aux manœuvres de Pékin, et l’influence semble se réduire face à la réalité d’une intégration régionale certes très incertaine, mais en marche. De son côté, le Partenariat Trans-Pacifique qui exclut la Chine et dont Washington espérait un développement rapide rencontre des problèmes qui peuvent être comparés à l’accord de libre-échange EU-UE. Compte tenu de l’importance que le tandem Obama-Clinton accordait aux échanges économiques, diplomatiques et culturels pour justifier le pivot, ne le limitant ainsi pas à une manœuvre stratégique, force est de constater que le rééquilibrage américain dans la région s’est souvent limité à des déclarations et à des projets sans lendemain. C’est donc à ce pivot vers l’Asie, aujourd’hui fragilisé, sujet à interrogations et qui fera nécessairement l’objet d’un réexamen en profondeur, que *Monde chinois, nouvelle Asie* consacre un dossier riche. Les experts du monde francophone (français, belges, canadiens) croisent leurs analyses avec des Américains, tandis que la parole est également donnée à des spécialistes japonais et chinois, directement concernés par le pivot, et qui portent un regard pour le moins divergeant sur son contenu et les attentes en Asie. Malgré les nombreuses pistes de réflexion qu’il ouvre, ce dossier ne peut cependant prétendre à l’exhaustivité. Le débat reste ouvert, et *Monde chinois, nouvelle Asie* aura de multiples occasions de revenir sur ce sujet majeur, soit pour consacrer le retour de Washington en Asie, soit au contraire pour annoncer la fin du pivot, et ce qui serait alors le plus gros échec de l’administration Obama en matière de politique étrangère. Ce dossier exceptionnel que nous vous invitons à découvrir commence précisément par un entretien entre Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont qui est l’auteur d’un ouvrage des plus importants sur la question cruciale des relations sino-américaines. L’actualité se poursuit par l’exploration sociologique qu’en fait Catherine Becker sur l’intérêt que les consommateurs chinois portent aux stratégies du luxe. L’actualité, c’est aussi la disparition du sinologue Simon Leys dont Paul André nous brosse le portrait. Notre rubrique Questions d’Asie s’ouvre respectivement sur l’historique de la mégapole Shenzhen-Hong Kong que nous présente François Lafargue et la guerre sino-vietnamienne de 1979 dont Zhang Kun mesure ici les enjeux. Outre nos traditionnelles rubriques régionales, Éric Sartori s’interroge sur l’impact du positivisme dans l’histoire intellectuelle chinoise tandis qu’Emmanuel Lincot décrit dans Tribune Libre les très instables oasis musulmanes de Chine. Ce numéro s’achève enfin par une série de recensions d’ouvrages les plus récents que l’on doit à Paul André, Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont.

Barthélémy Courmont et Emmanuel Lincot ■